

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Pôle Environnement Industriel, Mines, Après-Mines Env3
10 rue des Salenques - BP 102
09007 FOIX Cédex

Foix, le 22 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 mai 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Denjean Ariège Granulats

10 rue de Marclan
31600 Muret

Références : 2025/119-120
Code AIOT : 0006806172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 mai 2025 de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société Denjean Ariège Granulats implantée lieux-dits La bordé grande, La barthale, Manaud, Saint-Paul 09700 Saverdun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à l'incendie survenu le weekend des 17 et 18 mai 2025 sur la dragline utilisée pour l'extraction de matériaux alluvionnaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Denjean Ariège Granulats
- Lieux-dits : La bordé grande, La barthale, Manaud, Saint-Paul 09700 Saverdun
- Code AIOT : 0006806172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Denjean Ariège Granulats a été autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune de Saverdun par arrêté préfectoral du 29 juin 2009. L'exploitation a

été autorisée pour une durée de 30 ans et une production maximale annuelle de 700 000 tonnes. La remise en état des terrains d'exploitation prévoit le remblaiement d'une partie des lacs avec des matériaux inertes en vu de leur retour à l'agriculture.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Article R. 512-69 du code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un rapport d'accident dans lequel il précisera les circonstances et les mesures prises pour limiter les conséquences de l'incendie de la dragline.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : article R. 512-69 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 19 mai, à 7h30, l'exploitant informe l'inspection des installations classées de la découverte, à l'ouverture du site, d'une destruction de la dragline de 140 kt utilisée pour l'extraction de matériaux alluvionnaires à la suite d'un incendie – la carrière étant fermée le weekend.</p> <p>L'inspection des installations classées se rend sur place et constate les dégradations subies par la dragline (voir photo 1 en annexe 1). Elle relève également la présence de traces de combustion et d'égouttures au sol sous et à proximité de la dragline (voir photo 2 en annexe 1). L'exploitant</p>

précise que la dragline peut contenir jusqu'à 1000 litres de carburant et 1200 d'huile hydraulique. Il estime les quantités d'huile et de carburant au sein de l'équipement à respectivement 800 et 500 litres lors de son arrêt le vendredi 16 mai à la mi-journée.

Aucune irisation n'est constatée dans la nappe. L'exploitant indique avoir pris les dispositions pour réaliser des prélèvements dans la nappe au niveau de la zone d'extraction actuelle, ainsi que dans deux piézomètres situés en aval hydraulique.

L'inspection des installations constate que l'accès à la carrière est bien restreint par la mise en place de portails et de merlons périphériques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- de notifier le sinistre à l'aide de la fiche de notification d'accident établie par le bureau d'Analyse des Risques et de Pollutions Industrielles (BARPI) disponible sous <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/> ;
- d'évacuer vers des filières dûment autorisées les terres polluées par l'incendie, et de prendre toutes les dispositions, dans l'attente de leur prise en charge, pour éviter qu'elles ne polluent la nappe ;
- de procéder à des analyses d'eau de la nappe au niveau de la zone d'extraction actuelle et dans deux piézomètres situés en aval hydraulique. Ces analyses devront a minima porter sur les paramètres hydrocarbures totaux et sur les composés contenus dans l'huile hydraulique présente dans la dragline ainsi que les produits de décomposition de l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois